

28/04/2025

# Fin de l'interdiction de TikTok dans l'archipel

Avec le retour progressif au calme, les restrictions se lèvent en Nouvelle-Calédonie. L'interdiction du réseau social TikTok a ainsi pris fin, ont annoncé mercredi les autorités de l'archipel, après une mesure inédite prise le 15 mai pour limiter notamment les contacts entre émeutiers. « Pour faire suite à la fin des mesures d'état d'urgence sur le territoire depuis le mardi 28 mai 2024, l'interdiction de la plateforme TikTok a été levée », affirme le Haut-Commissariat de la République dans un communiqué, qui précise toutefois que le couvre-feu reste en vigueur. Limiter les ingérences étrangères Cette interdiction de TikTok avait été permise par la proclamation de l'état d'urgence le 15 mai et la présence d'un unique opérateur télécoms sur le territoire. Le gouvernement a considéré le réseau social, propriété de la société chinoise ByteDance, comme un des vecteurs de communication préférés entre les groupes qui commettaient des violences la nuit. Cette mesure d'interdiction était également intervenue sur fond de craintes d'ingérences et de désinformation sur les réseaux sociaux venant de pays étrangers qui chercheraient à attiser les tensions, selon des sources gouvernementales et de sécurité, évoquant la Chine ou l'Azerbaïdjan. Jeudi dernier, le Conseil d'Etat, plus haute juridiction administrative française, avait confirmé le blocage du réseau social en tenant compte du « caractère limité et temporaire de la mesure » de blocage, ainsi que de « l'intérêt public qui s'attache au rétablissement de la sécurité ». Il notait également que « les autres réseaux sociaux et médias restent accessibles ». Le Conseil d'Etat avait aussi rejeté, « pour défaut d'urgence », la demande des requérants. La Ligue des droits de l'Homme, l'association Quadrature du Net et trois habitants de Nouvelle-Calédonie avaient déposé un recours en référé-liberté le 17 mai, estimant que ce blocage portait une atteinte grave aux libertés de communication et d'information. Sept morts durant les émeutes Jusqu'à 3.500 effectifs de forces de l'ordre, au total, devraient être déployés dans cet archipel engagé depuis 1998 dans un processus d'émancipation. Un projet de loi constitutionnelle a déclenché des émeutes et aucune sortie de crise politique ne se dessine pour l'heure, faute d'accord entre loyalistes et indépendantistes, même si un calme relatif est revenu depuis quelques nuits. La crise a été marquée par la mort de sept personnes, dont deux gendarmes, de nombreuses dégradations et des barrages coupant les axes routiers. Si l'état d'urgence a été levé mardi, le Haut-Commissariat a souligné dans son communiqué de mercredi que « les mesures d'interdiction de rassemblements, de vente et de transport d'armes et de vente d'alcool ainsi que le couvre-feu de 18H00 à 06H00 du matin sont maintenus sur l'ensemble du territoire ». [20minutes](#)

From:

<http://aproposnews.com/> - **Apropos News**

Permanent link:

<http://aproposnews.com/doku.php/elsenews/spot-2024/05/caledonie-tiktok>Last update: **30/05/2024**